



Le Lien Social Dans le Développement Local et les Dispositifs de Participation en Milieu Rural Camerounais

Yomb Jacques

Département de sociologie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Douala- Cameroun

***Corresponding Author:** Yomb Jacques, Département de sociologie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Douala- Cameroun

Abstract: L'objectif de cette recherche est d'évaluer le lien social et les stratégies socioéconomiques construites par les acteurs en présence dans le développement agricole en milieu rural camerounais. La problématique se résume dans l'interrogation suivante : comment et dans quelles circonstances le lien social peut-il être coopératif entre les acteurs de développement en présence, et les agriculteurs ruraux ? Autrement dit, les agriculteurs peuvent-ils coopérer dans les innovations socioéconomiques quand celles-ci leur rendent dépendants tout en désorganisant leurs quotidiens. Le cadre théorique est double ; il est articulé autour de la théorie du lien social et de la participation. La méthode est qualiquantitative : nous évaluons les stratégies développées par les uns et les autres dans la construction du développement local d'une part et d'autre part, nous ressortons tout aussi les déterminants sociaux qui concourent à « l'enfermement social ». L'enquête est menée auprès de quelques agriculteurs, responsables et leaders agricoles témoins dans les régions du centre, du Littoral et de l'ouest du Cameroun. Les résultats montrent que : a) la participation des agriculteurs aux innovations quelconques mises sur pied dans leur environnement est relative à leurs niveaux, types et formes de participation développés dans le processus de développement mis en œuvre d'une part ; b) D'autres parts, l'innovation reste complexe quand elle effrite certains aspects sociaux culturels dans l'organisation locale où le travail reste sexué ceci en dépit de l'impact des dynamiques exogènes dans la division sociale du travail.

Keywords: Acteurs ruraux- innovations socioéconomiques- pauvreté rurale- stratégies d'acteurs- lien social- développement local.

1. INTRODUCTION GENERALE

Bien que laissez pour compte dans les stratégies de développement nationale, le monde rural demeure pourtant un espace d'opportunité dans l'amélioration des conditions de vie. Au Cameroun, malgré les efforts fournis de temps en temps par les différents gouvernements, il n'a pas toujours pu bénéficier d'une attention aussi captive que celle dont bénéficie le monde urbain. Malgré leur importance dans la lutte contre la pauvreté et le développement durable, « les zones rurales sont trop souvent laissées pour compte dans les stratégies de développement des gouvernements et des donateurs » (UWE WERBLOW, 2002)¹. Même quand il ya eu une intervention des acteurs de développement, les locaux n'ont été jusque-là que de simples observateurs du processus de transformations de leur environnement de vie. D'ailleurs, « les populations rurales ont rarement eu l'heur d'être associées à la définition des nombreux programmes mis en œuvre, aux fins de développement économique (...) et encore moins de participer au contrôle de leur exécution ou de l'affection des résultats ». (PRE, 2001)². Ce manque d'intérêt va se manifester de plus en plus avec la crise économique des années 1980 et les politiques d'ajustement structurelles mises sur pied par les institutions de Bretton Wood. Ces politiques vont mettre fin à l'interventionnisme dans laquelle, l'État se considérait comme une vache à lait. Ayant donc sonné le glas, il revenait aux ruraux pauvres de prendre désormais en charge le processus d'amélioration et de construction du lien social dans leur environnement. Mais très souvent incapables de mettre sur pied des stratégies de développement efficaces de par leurs situations, leurs

¹ UWE WERBLOW, (2002), « Développement rural : Comment lier les aspects économiques et sociaux et environnementaux » dans *le courrier ACP-UE*, Bruxelles.

²PRE M., (2001), « Développement rural et lutte contre la pauvreté » in *Equinoxe*, Bulletin d'information du service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France au Cameroun, N°21, p. 41

espaces socioéconomiques sont submergés par des acteurs aux théories, stratégies et méthodes différentes avec des objectifs réels inavoués parce qu'étant essentiellement capitalistes. Essentiellement agricole dans son ensemble, le monde rural qui représente plus de 48% de la population totale produit encore une agriculture familiale et peine à s'inscrire dans la mondialisation des innovations socioéconomiques. Autrement dit, « les paysans africains continuent à se débattre entre des mutations difficiles à maîtriser dans leur situation et des économies de survie, avec des risques de marginalisation croissante aux conséquences redoutables au plan économique, environnemental, politique et humain » (DEVEZE J.C., 1992)³. Au regard des nombreuses richesses dont il dispose, le monde rural présente des enjeux socioéconomiques énormes, une situation de rente qui attire de nombreux acteurs de développement déclarés à prendre le chemin des campagnes pour la quête de leur mobilité. Dans leur déploiement ces acteurs de développement qui sont porteurs des connaissances modernes excluent les ruraux dont le savoir-faire est considéré comme étant frein au développement. Dans de pareilles circonstances, la construction du lien social est essentiellement basée sur le conflit et annonce ainsi la difficile coopération entre les acteurs en présence dans le développement agricole et par ricochet local. Sur cette base, les interrogations suivantes sont formulées : comment et dans quelles circonstances le lien social peut-il être coopératif entre les acteurs de développement en présence, et les agriculteurs ruraux ? Autrement dit, les agriculteurs peuvent-ils coopérer dans les innovations socioéconomiques quand celles-ci leur rend dépendants tout en désorganisant leurs quotidiens ? Pour mener à bien cette recherche, elle est divisée en deux parties qui sont les suivantes : la première est relative au cadre conceptuel, théorique et méthodologique, la seconde présente le milieu rural camerounais dans son quotidien et la dernière évalue le lien social dans les différentes initiatives de développement dans ce milieu.

2. CADRE CONCEPTUEL, THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE

Le lien social peut être analysé comme un concept et en même temps une théorie sociologique. Il peut s'entendre comme étant ces échanges sociaux qui lient différents acteurs en présence dans des situations sociales bien déterminées. Il est cependant appréhendé à travers des paradigmes respectifs selon la convenance de chaque sociologue. Bref, le lien social désigne l'ensemble des relations qui unissent des individus faisant partie d'un même groupe social et/ou qui établissent des règles sociales entre individus ou groupes sociaux différents. Quand on utilise l'expression au pluriel, on pense aux relations sociales concrètes dont le lien social est tissé. Notons cependant qu'il, « *est constitué de quatre grosses fibres de sociabilité inégalement enchevêtrées dans les divers types de rapports sociaux: la complémentarité, la compétitivité, la contradiction et le conflit.* » (BAJOIT G., 1992). Quant au développement local, c'est « *un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire, à partir de la mobilisation et la coordination des ressources et de ses énergies* » (GREFFE X., 2002)⁴. En d'autres termes, « *c'est l'œuvre de réalisation visant à améliorer d'une manière durable les conditions de vie de populations résidant dans un espace déterminé, sur les plans institutionnels, géographique ou culturel* » PNUD, (2002)⁵. Bref, on s'accorde à dire que le développement local est l'expression d'une solidarité créatrice de nouvelles relations sociales et de la volonté des habitants d'un territoire de valoriser les richesses locales (au sens large) en faveur du développement économique, social, et culturel. Il valorise les connaissances en présence dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. Bref, c'est l'élaboration, la réalisation, la gestion, l'entretien et le suivi-évaluation participatifs des projets locaux pour la satisfaction des besoins pratiques et intérêts stratégiques de tous les genres et catégories des populations locales (BOUKHARI, 1999).⁶ Enfin, la pauvreté est un concept qui reste polysémique et appréhendé de diverses manières. Nous l'analysons ici sous l'aspect monétaire qui se traduit par des revenus en dessous d'un certain seuil (dit « de pauvreté »), fixé soit de manière globale (« un dollar par jour ») soit en fonction de la situation socio-économique de la société en question. Un deuxième aspect, mis en avant, entre autres, par le PNUD à travers son concept de développement humain, concerne la satisfaction des besoins élémentaires (se nourrir, se loger, se former, etc.) – est pauvre,

³DEVEZE J.C., (1992), « Réflexions sur l'enjeu culturel du développement rural africain » - notes et études n° 50 de la CCCE.

⁴ GREFFE X., (2002), *Le développement local*, Paris, ed. L'Aube DATAR.

⁵ PNUD, (2002), Rapport mondial sur le développement humain.

⁶ BOUKHARI, (2005), *Le développement humain durable* ; Rabah, INDH, GSM

celle et celui qui vit dans des conditions insatisfaisantes par rapport à ces besoins fondamentaux. Enfin la participation est une construction sociale qui consiste pour les acteurs d'une communauté à jouer un rôle actif et déterminant dans l'élaboration qui doit influencer sur leur vie. Autrement dit, la participation « désigne le processus permettant à différents acteurs de se partager le contrôle sur les initiatives de développement ainsi que sur les ressources et les décisions s'y rapportant et de négocier ces décisions » (GTZ, 1995)⁷. Sous l'angle purement sociologique, la « participation en milieu rural ne peut pleinement se réaliser que dans des situations de plus grande « richesse » où les exploitations disposent d'une véritable marge de manœuvre et d'une autonomie de décision. Mais ici, autonomie ne peut vouloir dire autosuffisance et développement autarcique » (BELLONCLE G., 1985)⁸. Mais, quel que soit l'angle de lecture, la participation a pour objectif majeur de favoriser l'implication des populations locales par l'accroissement de l'efficacité, de l'efficacé et la viabilité des programmes en faveur du développement.

Dans le cadre de la sociologie économique, problématique développement, plusieurs écoles de pensée s'affrontent et apportent des lectures pas toujours évidentes. Loin de faire l'inventaire de celles-ci, notre lecture de la réalité quotidienne des espaces ruraux est axée sur la participation. Ce mode lecture de la réalité sociale a ceci de particulier qu'il met en exergue la valorisation des connaissances produites par les acteurs locaux dans leur quotidienneté. Dans un environnement essentiellement marqué par les survivances culturelles, seuls les acteurs ayant la maîtrise de cet espace peuvent véritablement participer à l'amélioration des conditions de vie. C'est en prenant en compte le mode de production de connaissances, le sens que les uns et les autres donnent à leurs différentes actions. La théorie de la participation dans le développement local intègre toutes les énergies présentes. C'est pour cette raison qu'il « requiert l'implication, voir l'engagement collectif de la communauté dans une série d'action collective sur la base des valeurs partagées et sur la coopération des gens à tous les niveaux du corps social et part du principe de la communauté d'intérêts » (LAMMARINK et WOFFERS, 1998)⁹. La production de la socioéconomie rurale durable nécessite la mise sur pied d'un dynamisme quotidien basé sur une gouvernance participative, car il « s'agit à tout le moins d'un cas de régulation conjointe » (REYNAUD D., 1989)¹⁰. Notre enquête est menée dans certaines campagnes des régions du Centre, du littoral et de l'ouest du Cameroun. De façon plus explicite, des entretiens ont été réalisés auprès des agriculteurs, des leaders et les responsables agricoles, ceci dans l'objectif d'avoir une vision globale du processus de participation dans le développement agricole en milieu rural camerounais d'une part. D'autre part, identifier les formes, les niveaux et les types de participation dans les projets collectifs agricoles.

3. PRESENTATION GENERALE DU MONDE RURAL CAMEROUNAIS ET ACTEURS DE DEVELOPPEMENT

A) Le Milieu Rural Camerounais Dans Son Quotidien

Avant d'évaluer la problématique proprement dite du lien social entre les populations locales et les autres acteurs de développement, nous présentons d'abord celui-ci dans son quotidien. Cette présentation est construite autour d'une dizaine d'indicateur majeur rythmant meublant son quotidien. Ceux-ci sont contenus dans le tableau qui suit;

| Espace de vie | Urbain | Rural | Total |
|-----------------------|--------|-------|-------|
| Services basiques | | | |
| Accès à l'eau potable | 75,1 | 27,7 | 45,3 |
| Éclairage électrique | 90,4 | 23,4 | 48,2 |
| Toilettes décentes | 66,4 | 14,2 | 33,6 |
| Ramassage d'ordure | 52,1 | 2,0 | 20,6 |

⁷ Organisme allemand de coopération internationale

⁸ BELLONCLE G., (1985), *Participation paysanne et aménagements hydro-agricoles*, Paris, Karthala

⁹ LAMMARINK M.C., et WOFFERS I., (1998), *Approches participatives pour un développement durable*, Paris, Karthala.

¹⁰ REYNAUD D., (1989), *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*. Paris, Armand colin

| | | | |
|--|------|------|------|
| Mûrs en matériaux définitifs ¹¹ | 79,1 | 68,6 | 72,5 |
| Sol en matériaux définitifs | 88,3 | 28,5 | 50,6 |
| Toit en matériaux définitif | 99,3 | 64,6 | 77,5 |
| Possession d'un téléphone mobile | 81,4 | 23,4 | 44,9 |
| Poste radio | 74,0 | 50,5 | 62,5 |
| Poste de télévision | 40,1 | 04,7 | 22,9 |

Le tableau ci-dessus montre que l'accès aux services basiques reste encore complexe malgré des politiques de développement jusque-là développées. C'est d'ailleurs pour cette raison que les ruraux s'approprient la gestion de plusieurs services afin d'apporter des réponses originales et locales. Lorsqu'on se réfère par exemple à l'exemple à l'accès à l'eau potable, on rend compte que le monde urbain présente un chiffre de 75,1% contre 27,7% pour le milieu rural. Cette situation a pour conséquence majeure un développement exponentiel des maladies hydriques dominantes en milieu rural. D'une manière plus explicite, la provenance de l'eau consommée est de 35% pour les rivières/fleuves/marigots, 19,5% pour les puits non protégés et de seulement 01,22% pour les robinets et 26,9% pour les bornes-fontaines et les puits à pompes. Bref, pour s'approvisionner en eau potable en milieu rural à moins de quinze (15) minutes, le pourcentage est de 69,2% pour l'urbain contre 47,1% pour ce dernier. Concernant l'accès à l'énergie électrique, le monde urbain présente un chiffre de 90,4% contre seulement 23,4% (YOMB J., 2006) ¹² pour le monde rural. Cette rareté de l'énergie électrique a un impact notoire dans la lutte contre la pauvreté parce qu'elle limite les ruraux à ne point solliciter les produits dont la durabilité est liée aux chambres froides. Ce secteur se présente de plus en plus comme étant une poche de dépense due au fait que les populations locales utilisent la lampe tempête et autres machines fonctionnant avec du pétrole ou essence. Pour ce qui est de la possession des toilettes descentes, le pourcentage est de 66,4% pour le monde urbain contre 14,2% en milieu rural. Cette situation pose un réel problème d'hygiène en milieu rural, car pour le reste, les défections se font en plein air dans la brousse ou dans les rivières, pourtant consommée par les populations locales. Pour ce qui est du ramassage d'ordures, il est de l'ordre de 52,1% en milieu urbain contre seulement 02% en milieu rural. Pour ce que sont des murs, les Sols, et les toits en matériaux définitifs, les écarts sont tout aussi importants soient respectivement 79,1% pour le monde urbain contre 68,6% pour les premiers, de 88,3% en milieu urbain contre 28,5% en zone rurale pour le second et de 99,3% en milieu rural contre 64,6% en milieu rural pour les derniers. D'une situation à une autre, les conditions de vie des ruraux ne les protègent pas contre les intempéries et les aléas climatiques (YOMB J., 2012).¹³

B- Les Acteurs Du Développement Rural Au Cameroun

Au regard des opportunités offertes par le mode rural, on retrouve une panoplie d'acteurs dans la construction sociale de cet espace et le dénominateur commun étant la lutte contre la pauvreté. Leurs d'activités sont multiples et diverses (agriculture, agro-industrie, services, etc.). Dans cette situation, la coopération n'est pas toujours aisée compte tenu du fait que les ambitions, les stratégies, les moyens et les techniques mobilisés par les uns et les autres ne réconfortent pas toujours la présence des autres en général et ceux pour qui ces projets sont initiés en particulier. Dans cette situation, le lien social oscille entre la coopération, le conflit, voir la domination soulevant ainsi la problématique de la construction identitaire des acteurs du développement rural au Cameroun.

¹¹ Il s'agit des murs en béton, en parpaings, en briques cuites ou en pierre de taille, d'un toit en ciment, en tôle ou en tuile, d'un sol revêtu de ciment ou de carreaux.

¹² YOMB J., (2006), *L'impact socioéconomique d'un projet de développement en milieu rural : Cas du projet AID (Aide aux Initiatives de Développement)*, mémoire de DEA, FLSH, Université de Douala

¹³ YOMB J., (2012), *La participation des collectifs dynamiques dans le développement rural*, Douala, FLSH, Université de Douala. Thèse de sociologie, Ph.D

Tableau N°: *La construction identitaire des acteurs au développement local*

| Indicateurs <i>Les acteurs</i> | Activités productives majeures | Lieux de Résidence | Types d'habitats | Stratégies d'acteurs | Ambitions sociales | Adaptabilité aux technologies agricoles | Capital social |
|--|---------------------------------------|---------------------------|-------------------------|-----------------------------|--|--|-----------------------|
| Le paysan | Agriculture | Village | Terre battue | Défection | Assurer les besoins basiques | Lent | faible |
| Le rural | Agriculture, pêche, élevage | Village | Terre battue/ Dur | Compétition | Devenir une élite influente | Moyen | faible |
| Le néo-rural | Agriculture | Village | Terre battue/ Dur | Compétition | Devenir un acteur de développement | Rapide | Fort |
| Le citadin rural | Agriculture, élevage | Ville/ Village | Dur | Compétition | S'impliquer de plus en plus dans la gestion des affaires locales | Rapide | Fort |
| L'État | Agriculture | Ville/Village | Terre battue/Dur | Compétition | Devenir un acteur de développement | Rapide | Fort |
| ONG et Autres | Agriculture, Élevage, Pêche | Ville/ Village | Dur | Compétition | Devenir un acteur de développement | Rapide | Fort |

Source: (Yomb, 2012)¹⁴

Le tableau ci-dessus analyse les interactions entre les différents acteurs en présence dans le développement rural du Cameroun. Ils sont entre autres, les paysans, les ruraux, les néo-ruraux et les citadins-ruraux, l'État, les ONGs et autres. Ces différents acteurs développent des interactions les uns avec les autres axées sur le système d'échange local (SEL). Dans le développement de leurs activités quotidiennes, chaque catégorie d'acteur développe une activité majeure soutenue par une multitude d'indicateurs (activités productives, lieux de résidence, stratégies d'acteurs, ambitions sociales, adaptabilités aux technologies agricoles, capital social, etc.). Au regard de tout ceci, force est de constater que l'agriculture reste la principale source de revenus. Celle-ci est associée à l'élevage chez le citadin rural, à la pêche et à l'élevage une fois de plus chez l'acteur rural. Les lieux de résidence

¹⁴ YOMB J., (2012), *La participation des collectifs dynamiques dans le développement rural*, Douala, FLSH, Université de Douala. Thèse de sociologie, Ph.D

restent majoritairement les villages, à l'exception du citadin rural, des ONGs qui résident en ville et au village, tout étant fonction de la nécessité de leurs présences dans une localité bien déterminée. Les types d'habitats sont fonction des ressources de revenu de chaque catégorie d'individu. Ainsi, les maisons en terre battue appartiennent dans la majeure partie des cas aux paysans, à l'exception de quelques-uns, très souvent les chefs traditionnels et rares élites intellectuelles. Ceux-ci (les chefs traditionnelles) ont, au regard de la tradition, plusieurs épouses, enfants et main d'œuvre migrante qui vont renforcer leur capacité de production d'une part. D'autre part, les chefs traditionnels s'appuient sur des relations privilégiées avec les pouvoirs publics, lesquelles dans les stratégies politiques, apportent des aides multiformes à ceux-ci. Mais aussi parfois, les maisons en terre battue peuvent appartenir aux néo-ruraux et même aux ruraux. Les maisons en matériaux définitifs restent l'exclusivité des citadins-ruraux, des néo-ruraux et des fois de quelques ruraux. Quant aux stratégies d'acteurs, elles sont de deux ordres : d'abord défectives et ensuite compétitives. La première stratégie reste l'exclusivité des paysans dont la vie dans son ensemble est marquée par une routine, l'innovation étant faiblement introduite dans les stratégies de production. Pour les seconds (le rural, le néo-rural, le citadin rural, l'État, ONGs, etc.), la stratégie est essentiellement compétitive, ce d'autant plus que ceux-ci développent des activités productives plurielles. Ils doivent donc être compétitifs pour développer et asseoir des identités particulières. Ces stratégies d'acteurs sont également fonction des ambitions sociales, des adaptabilités aux technologies agricoles et au capital social. Les ambitions sociales proprement dites vont d'un degré inférieur pour les paysans qui luttent tout simplement contre l'indigence vers les degrés supérieurs pour les ruraux, les néo-ruraux et les ruraux-citadins dont les ambitions sont assez vastes (devenir une élite influente, un acteur de développement, s'impliquer de plus en plus dans la gestion des affaires locales). Quant aux adaptabilités aux technologies agricoles, les paysans comme mentionnés plus haut ont une lente capacité à les intégrer. Chez les ruraux, elle est par contre moyenne et peut se justifier par le fait que les acteurs de cette catégorie ont de diverses activités aux liens sociaux essentiellement compétitifs. Enfin, l'introduction des innovations sociales et techniques est assez visible et assez pratique auprès des autres acteurs sociaux. Ceci s'explique par le fait que ceux-ci ont des trajectoires de vie diverses et multiformes. Au regard de leurs ambitions sociales, ils mobilisent les moyens nécessaires pour contrôler chacun l'économie locale et même sous régionale. À l'arrivée, le capital social n'est qu'une résultante de l'ensemble jumelé des autres indicateurs. Les deux premiers acteurs du tableau ont un capital social faible et les reste un capital social fort.

4. DE LA CONSTRUCTION DES ÉCHANGES ET DES INEGALITES DANS LE LIEN SOCIAL LOCAL

A) Le Lien Social Dans L'échange Social En Milieu Rural

L'avènement des problématiques de développement participatif en milieu rural camerounais amène à s'interroger sur plusieurs fronts : temporalité, équité, éthique, l'échange et sa finalité. Dans la construction du lien social au développement, les acteurs locaux produisent des échanges, des pratiques sociales. Celui-ci s'inscrit dans les échanges entre les différents individus en présence. Ces échanges ne sont ni arbitraires (ils sont orientés) ni absurdes (ils ont une signification). C'est donc en d'autres termes, une construction du lien social qui a un double sens, à savoir, orientation et signification. Telles que développées, ses relations sociales construites ne participent pas toujours à l'intégration du « peuple d'en bas » aux dires de Jean-Marc Ela. La forme d'un échange peut être définie, soit par la nature de ses finalités, soit par le mode de reproduction de l'inégalité entre les catégories sociales en relation. Dès lors, les échanges sociaux sont considérés comme des stratégies d'acteurs individuels ou collectifs par lesquelles ces développeurs déclarés cherchent à contrôler les finalités de la relation (échange exclusif et inclusif) ainsi que le contrôle de l'inégalité (échanges consensuel et dissensionnel).

Ainsi dit, la finalité de l'échange dans la relation sociale est soit exclusive, soit inclusive. Dans le cadre de la lutte pour le développement rural, l'échange est essentiellement exclusif. Celui-ci s'entend comme étant le fait qu'une catégorie en présence considère la présence de l'autre ou des autres comme l'empêchant à atteindre ses objectifs. Et dans cette situation, les échanges finissent par être compétitifs ou contradictoires, les uns et les autres se retrouvent ainsi en face d'un concurrent ou d'un ennemi. Le sabotage des plantations de palmerais par les ruraux et l'intervention des forces de l'autre pour maintenir la paix par ci et par là sont des indicateurs qui témoignent le fait que les projets de

développement qui sont pensés par les acteurs extérieurs n'impliquent pas toujours les locaux dans les sphères de décision. Leurs connaissances sont considérées comme étant un frein au processus de développement. À Hapouth par exemple, une campagne située à une centaine de kilomètres de la capitale économique du Cameroun, la politique de vente de jeunes plants pour densifier la culture du palmier à huile est par exemple contrôlée par les élites urbaines diverses et non par les locaux pourtant indigents. En réalité, le milieu rural est une rente et au regard des difficultés rencontrées, ils ont parfois de la peine à faire face à ces entrepreneurs modernes nantis et ayant un capital socioéconomique fort et bénéficiant très souvent du soutien de certains cadres de l'État. Dans d'autres localités rurales du Cameroun, certains centres de santé et forages sont abandonnés par les ruraux parce qu'ils ne se sentent nullement concernés, n'étant pas impliqués dans la gestion et la prise de décisions. Et selon Ela, (1982),¹⁵ la participation des acteurs locaux est fondée sur certaines attentes sociales telles que la prise en compte des savoirs locaux, la reconnaissance du travail fourni, la matérialisation de l'amélioration des conditions de vie. Lorsque les indicateurs ci-dessus mentionnés ne sont pas pris en considération, le degré de motivation des locaux se décroît. Ceci laisse donc entendre qu'il y'a un lien direct entre la motivation et les attentes socioéconomiques des acteurs locaux dans leur participation au développement local. C'est d'ailleurs la problématique majeure soutenue par la théorie des attentes sociales et c'est la raison pour laquelle « *la reconnaissance professionnelle pourrait être une nouvelle forme de l'évaluation professionnelle qui tienne compte des systèmes d'attentes interpersonnels, et qui suppose des processus de valorisation et de légitimation des qualités professionnelles dans le développement rural* » (BART P., 2009)¹⁶. Un agriculteur du village Hapouth, village abritant la ferme Suisse déclare, « *Franchement, nous ne gagnons pas grand-chose avec la ferme Suisse. Nous y allons parce qu'on n'a pas parfois d'autres alternatives, surtout en saison pluvieuse, période pendant laquelle les routes deviennent totalement impraticables. Je préfère les cultures qui produisent quelques mois après, par exemple l'arachide, le plantain, le taro et même très parfois la pêche* ». Cette volonté de redéfinir les interactions a pour objectif majeur de rééquilibrer la division sociale du travail, car, « *l'inégalité socialement contrôlée provient, soit de la division du travail social, soit de l'institutionnalisation des règles de compétition* » (BAJOIT G., 1992)¹⁷. Bref, les individus qui profitent de l'opportunité offerte par cette activité de développement des plantations de palmeraies sont d'une part, les urbains (des hommes d'affaires, des commerçants, quelques retraités, des cadres supérieurs des secteurs publics et privés, des néo-ruraux...). Le pourcentage de ces personnes capables de mobiliser les ressources nécessaires pour la création et l'entretien d'une économie de palmeraie, comparé au reste de la population, est insignifiant. Au regard de cette situation, il y a lieu de se poser la question de savoir si « *les stratégies de développement de la ferme suisse ne peuvent-elles pas être considérées aujourd'hui comme un parachutage technologique et du savoir-faire en milieu rural qui va à l'encontre des données locales en matière de production de l'huile de palme ? Les paysans n'ont-ils pas été trop submergés par les questions financières liées au développement de la palmeraie villageoise, alors même que leur pouvoir financier initial n'était déjà pas en mesure de les aider à gérer leur subsistance quotidienne ?* » (ELONG G., 2005)¹⁸. Toutefois, on peut simplement déplorer le fait que la plupart des projets de développement que les pouvoirs publics, les ONG, bref, les développeurs destinent à la promotion socio-économique des paysanneries rurales ne soient pas ancrés par le fond et la forme dans les réalités socioculturelles des terroirs concernés, et ne tiennent pas suffisamment compte des savoir-faire et savoir-être des populations.

L'un des espaces sociaux dans lequel l'échange est exclusif est également la gestion du foncier en milieu rural. Le mode d'acquisition des terres est généralement l'héritage. Autrement dit, les terres se transmettent de génération à génération sous le contrôle du chef de famille. La terre reste un facteur important de la croissance économique et donc, un instrument de lutte pour le développement en général. Il arrive également que dans la gestion du foncier local, les ruraux soient parfois obligés de

¹⁵ ELA J.M., (1982), *L'Afrique des villages*, Paris Karthala

¹⁶ BART P., (2009), *La reconnaissance professionnelle. Evaluer, valoriser, légitimer*, Ottawa, PUO.

¹⁷ BAJOIT G., (1992), *Pour une sociologie relationnelle*, Paris, PUF.

¹⁸ ELONG G., (2005), *Organisations paysannes et construction des pouvoirs dans le Cameroun forestier*, Yaoundé, PUY.

quitter leurs terres pour des raisons diverses. À ce titre, nous pouvons citer, les expropriations pour cause « d'utilité publique ». Dans ce cas, l'État dépossède légalement tout le monde de ses terres pour la réalisation des investissements publics : la construction d'un établissement d'enseignement, d'un hôpital, d'un marché, des infrastructures abritant par exemple les services publics. Deuxièmement, la superposition des lois et règlements sur le foncier : Il existe au Cameroun, une coexistence entre le droit traditionnel et moderne. En cas de conflit, le droit moderne prime sur celui de la religion ou de la coutume, mais dans la pratique, le traditionnel, l'emporte très souvent, car « *L'esprit de ces différentes lois n'est pas le même et cela crée un problème sérieux dans la gestion du foncier* » (MFOU'OU, 2002)¹⁹. Mais de plus en plus, on observe que certains ruraux indigents se livrent à la vente des terres afin de réaliser certains investissements. Très souvent, ce sont des personnes aux forts capitaux financiers (riches hommes d'affaires ou politiques) qui sous prétexte qu'elles sont porteuses de projets collectifs qui achètent celles-ci et les immatriculent, ce qui dépossède à jamais les populations. Elles investissent dans l'agro-business, achetant de grands espaces en milieu rural et transformant les petits paysans en ouvriers agricoles sur leurs propres terres. Elles sont informées sur les opportunités de vente de terrain à travers leurs différentes associations et autres réseaux de solidarité. Très souvent, dans la vente de terrain, les locaux ne maîtrisent ni lois, ni les enjeux conjoncturels et handicapés par leurs niveaux d'études qui les empêchent d'avoir des arguments solides dans la négociation. À partir du moment où le terrain est acquis le lien social est essentiellement conflictuel, car pour les nouveaux acquéreurs, c'est une opportunité pour asseoir des stratégies capitalistes dans lesquelles les ruraux ne seraient que des simples observateurs dans la transformation de leur environnement ou dans le meilleur des cas des ouvriers ou simples tâcherons.

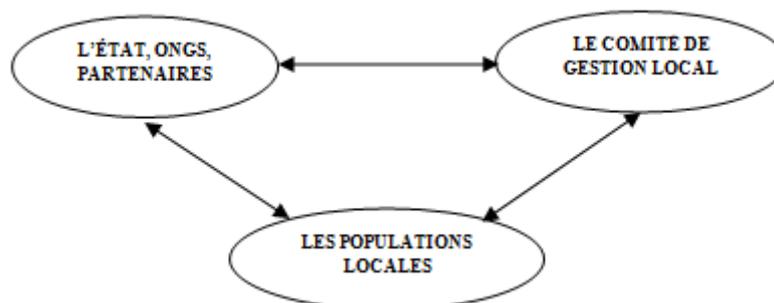
B) Les Modes De Reproduction De L'inégalité Dans Le Lien Social

Un autre point de non-coopération dans la construction du lien social au développement est l'échange social fondé sur l'inégalité dans sa phase de contrôle des catégories sociales sur les finalités de l'échange. Ces inégalités proviennent très souvent du fait que les développeurs externes ou organismes intermédiaires font appel aux transferts de modèles dans lequel les locaux sont des laissés pour compte. Cette inégalité provient, soit de la division du travail social (dans les échanges complémentaire et conflictuel), soit de l'institutionnalisation des règles de compétition (échanges compétitifs, mais à certains moments échanges contradictoires). Sont distingués les échanges consensuels dans lesquels l'inégalité est maintenue par la persuasion et les échanges dissensionnels où elle l'est par la coercition. Dans le cas où l'un des acteurs en interaction avec un autre estime que les inégalités résultant des pratiques quotidiennes (division du travail social ou application des règles instituées) sont nécessaires ou tout au moins ne constituent pas un obstacle à la poursuite de leurs finalités, que celles-ci soient communes ou particulières le lien social est consensuel et dans ce cas l'inégalité est assumée. Dans ce cas, les locaux et les acteurs intermédiaires ne remettent quoique ce soit en cause parce que chacun trouvant son compte sans juger utile de remettre en cause les mécanismes générateurs d'inégalités (cas des échanges complémentaires et compétitifs : dans le 1^{er} cas, la division du travail est considérée comme normal nécessaire à la relation. Dans le second cas, les concurrents rivalisent entre eux dans les projets de développement local sans remettre en cause les règles qui président à leur compétition) ; bref, dans ce cas, l'inégalité est assumée dans la coopération. Par contre l'échange devient dissensionnel quand la division du travail ou les règles de la compétition sont mises en cause par une ou plusieurs catégories en question. Dans ce cas, une catégorie remet en cause les règles instituées et juge que l'inégalité ne se maintient que par la coercition. En conséquence, les agents de maintien de l'ordre interviennent du côté des élites porteuses d'un capital social important. Les acteurs sociaux qui enclenchent le conflit récusent le mode de fonctionnement de la division du travail qui ne leur permet pas respectivement d'atteindre, en partie ou en totalité, leur finalité. C'est pourquoi ils cherchent à rétablir par le conflit, un meilleur contrôle de leur finalité afin d'instaurer l'échange complémentaire perturbé. C'est le cas des habitants du village Manguenda II contraint à remettre en cause un exploitant forestier dont ils jugent la présence dévastatrice, car ne bénéficiant presque de rien dans l'échange.

¹⁹ MFOU'OU, (2002), *Les conflits liés à la terre en Afrique centrale et occidentale*,

5. À L'ENDOGENEISATION DU DEVELOPPEMENT RURAL

On parle d'échange inclusif lorsque chaque catégorie sociale en présence ne peut atteindre ses finalités qu'avec la coopération des autres : c'est le cas des échanges complémentaires et conflictuels. Le conflit provient d'une détérioration, d'un échange complémentaire et vise à le rétablir en redéfinissant la coopération sur de nouvelles bases ; tandis que la contradiction vise la suppression de l'échange complémentaire et l'accentuation de l'échange compétitif sans la garantie des règles instituées. De la sorte, dans le cas des échanges complémentaires, chaque catégorie sociale est pour l'autre un partenaire (complémentarité). Les acteurs locaux, proches de l'indigence exclue des sphères de décision dans leur espace rural ne peuvent participer que s'ils sont considérés comme des partenaires et impliqués dans les sphères de décision. Seules une implication réelle et une coopération peuvent conduire à un développement autonome et autoentretenu. Nous retenons à tout hasard deux projets de développement développés en milieu rural résultant de l'enchevêtrement des connaissances en présence : nous avons l'IDC²⁰ et l'AID²¹. Dans le premier cas, à savoir l'IDC, les populations rurales dans la construction du lien social remettent en cause les conditions dans lesquelles le système de santé est développé. C'est une intervention sanitaire qui se réalise au niveau de la communauté sous la direction des membres de celle-ci. Pour celles-ci, elles ne peuvent pas réellement bénéficier des soins de santé si elles ne sont pas impliquées. Elles remettent ainsi les inégalités instituées. Trois catégories d'acteurs deviennent ainsi indispensables de par la construction du lien social participatif, à savoir ; L'État, les responsables du projet et autres partenaires, le comité local de gestion et enfin les populations locales. Le schéma suivant illustre mieux ce lien social dans l'appropriation du système de santé basé sur l'IDC.



Les interactions qui se construisent dans la matérialisation des objectifs de l'IDC sont structurées autour de trois acteurs majeurs tels que mentionnés plus haut. Les relations qui lient les uns et les autres sont marquées par la nature du lien social ainsi que la finalité de l'échange. Précisons déjà que, de par la division du travail, chaque catégorie remplit des fonctions bien précises dans l'appropriation du système de santé en milieu rural camerounais. L'État, les ONGs et leurs partenaires mobilisent les connaissances trop souvent savantes et incompatibles avec les pratiques et les réalités locales. Ces connaissances ne sont pas rejetées, mais viennent cette fois en complément aux stratégies adoptées par les locaux dans leur déploiement. Ainsi, les relations entre les différents partenaires comme mentionnées plus haut sont essentiellement complémentaires. L'échange est inclusif, car aucun d'entre eux ne peut atteindre son objectif sans l'autre. Même si les populations locales sont les acteurs majeurs de cette innovation sur la santé, elle n'est efficace qu'avec la contribution des services publics sans toutefois oublier ceux du comité de gestion. Bien que maîtrisant l'environnement, le comité de gestion doit mobiliser les savoir-faire de ses différents partenaires pour véritablement vulgariser et s'approprier le système de santé nouveau. La division du travail social intervient dans ce contexte où l'échange est inclusif dans la mesure où chaque catégorie sociale cherche à atteindre ses finalités en faisant valoir des compétences sociales différentes et complémentaires dans l'échange. Par, exemple, il revient à l'État et aux ONG de former les relais communautaires, la prise en charge des cas de malade complexes, la mobilisation des médicaments, des moustiquaires imprégnées, etc. Ce dispositif est ensuite transféré au comité de gestion avec un travail remarquable des relais communautaires. Enfin, la participation et l'acceptation de la population ne peuvent être effectives

²⁰ Intervention sous Directive Communautaire

²¹ Aide aux Initiatives de Développement

que si celle-ci est impliquée dans cette initiative d'amélioration des conditions de vie. Bref dans ce cas, l'échange est consensuel parce que les catégories sociales engagées dans l'IDC estiment que les inégalités résultant des pratiques quotidiennes (division du travail social ou application des règles instituées) sont nécessaires ou tout au moins ne constituent pas un obstacle à la poursuite de leurs finalités, que celles-ci soient communes ou particulières. L'essentiel est que chacun estime trouver son compte sans juger utile de remettre en cause les mécanismes générateurs d'inégalité. Celles-ci sont mineures, donc, acceptées et assumées (YOMB J., 2012)²².

Le second cas est relatif à l'AID est un projet de développement développé dans l'arrondissement de Pouma situé à une centaine de kilomètres de la capitale politique du Cameroun. Le projet voit le jour, suite à un constat des femmes élites Bikok de la situation d'extrême pauvreté, dans laquelle se trouvent les femmes rurales de leurs zones d'appartenance en 1989. Dès lors, il est question de stimuler leurs savoir-faire contextuels. Les femmes rurales sans aucune organisation transformaient déjà les tubercules de manioc en « bâtons de manioc » en quantité non négligeable. Mais ces dernières rencontraient des difficultés majeures quant à l'écoulement du produit fini (manque de moyens de communication, mauvais état des pistes rurales existantes, mésentente dans le prix de vente...). De cette situation, naîtra (l'Association des Femmes Bikok) dont l'objectif majeur est d'apporter leur soutien aux femmes de leurs zones d'appartenance. En cherchant les partenaires et les bailleurs de fonds, la condition majeure qui leur est imposée est la transformation de l'Association des Femmes Bikok en un projet de développement dénommé AID en 1990. Celui-ci n'interviendra plus seulement dans les villages des femmes Bikok, mais dans tout l'arrondissement de Pouma. L'appareil dirigeant du projet AID est centré sur un comité de gestion. Celui-ci est composé de l'ensemble des contribuables (population locale, élites locales, PNUD, UNIFEM, IRAD, FAO, le ministère de la Femme et de la Famille). Cette volonté de venir en appui se justifie par le fait que c'est à partir des années 1990 que les organismes internationaux et le PNUD, en particulier, vont mettre sur pied une nouvelle forme de gestion de l'aide publique au développement. Ceci part du fait que l'aide accordée aux pays en voie de développement depuis des décennies et qui transitait par les gouvernements n'a pas porté ses fruits. Le recours aux populations locales était donc désormais indispensable, d'où le développement participatif. Cela dit, les bailleurs de fonds sont nombreux et interviennent à de différents niveaux. Nous avons entre autres, le PNUD, l'UNIFEM, la FAO.

Le PNUD, dans le Projet, s'est occupé de l'équipement de l'usine de transformation. Autrement dit, toutes les machines qui participent à la transformation du manioc en farine, tapiocas et « *foufou* » ; de même que de l'entretien est sous la charge du PNUD. Sa contribution financière dans la mise en route du projet s'élève à 370 millions de FCFA. L'UNIFEM s'est occupé du volet formation des acteurs sociaux faisant partie du projet et en particulier les acteurs locaux des différents villages. La gestion de certains aspects du projet (finance) et l'utilisation des semences variées utilisées dans les champs communautaires ou particuliers sont de son ressort. Sa contribution s'élève à 70 millions de FCFA. Quant à l'AID, sa contribution est constituée en majorité par les femmes élites du district de Pouma. Dans la division sociale du travail, elle s'occupe de la construction, de la réfection des bâtiments abritant l'usine de transformation de même que les bâtiments administratifs. Sa contribution s'élève dans le projet à 22 millions de FCFA. La construction des bâtiments et la mise sur pied d'infrastructures d'intérêts collectifs sont aussi des composantes essentielles de nombreux projets de développement. Ces installations sont essentielles pour mener à bien les travaux agricoles proprement dits et les activités situées en amont ou en aval de l'agriculture : approvisionnement, transport, opérations post récoltes, etc. Il s'agit ici principalement, des bâtiments agricoles : étables, porcheries, granges, hangars, etc. et d'infrastructures pour l'irrigation, de routes, et pistes carrossables pour le stockage et la conservation des produits d'unités industrielles ou artisanales pour leur transformation et leur conditionnement. (YOMB J., 2006)²³ C'est d'ailleurs pour cette raison que « *l'organisation des chantiers pour les constructions de travaux publics est une fonction souvent essentielle des projets*

²² YOMB J., (2012), *La participation des collectifs dynamiques dans le développement rural*, Douala, FLSH, Université de Douala. Thèse de sociologie, Ph.D

²³ YOMB J., (2006), *L'impact socioéconomique d'un projet de développement en milieu rural, cas du projet AID* Mémoire de DEA, FLSH, Université de Douala-Cameroun

pour lesquelles les contraintes de coûts et de délais de réalisations peuvent être primordiales » (DUFUMIER, 1996)²⁴. La participation des acteurs étant réelle, il ya eu un impact socioéconomique non négligeable, améliorant ainsi l'accès à la santé, à l'éducation, à l'énergie sans toutefois oublier l'amélioration du système agricole.

6. CONCLUSION

Le développement de l'espace rural au Cameroun est une opération complexe et dynamique. Dans un environnement proche de l'indigence et sollicité par plusieurs acteurs de développement, des stratégies individuelles ou collectives émergent et ceci ne facilite pas toujours les échanges dans le processus de développement local. Plus effrayant encore, les locaux dans cette construction ne sont que partiellement impliqués dans les prises de décision dans un environnement qu'ils maîtrisent pourtant mieux que qui conque. Dans cette situation, le lien social est essentiellement conflictuel et les échanges parfois contradictoires. Pour un développement harmonieux et durable, seule la prise en compte des savoirs en présence se veut indispensable et dans ce cas, l'échange est inclusif. Bref, la lutte contre la pauvreté en milieu rural n'est possible que s'il ya un enchevêtrement, un partage, une harmonisation des acquis de tous ceux qui militent pour le bien être des habitants du monde rural. Autrement dit, un « *vrai développement est celui que l'on invente, celui qui est local parce que pris en charge par la communauté elle-même* » (ELONG G., 2005)²⁵. Cette construction du quotidien à partir du global évite que « *les paysans soient en butte à une incommunication, à une incompréhension de la part des sociétés et institutions extérieures, de telle sorte que, pris en compte ou non, leurs savoirs ne leur seraient pas d'un grand avantage* » (AROUNA P., et OUEDRAOGO, 1991)²⁶

REFERENCES

- AROUNA P., et OUEDRAOGO, (1991), «Savoirs paysans et développement » in *le bulletin de l'APAD*, N° 3, S/D de Georges Dupré, Paris, Karthala-ORSTOM.
- BAJOIT G., (1992), *Pour une sociologie relationnelle*, Paris, PUF.
- BART P., (2009), *La reconnaissance professionnelle. Evaluer, valoriser, légitimer*, Ottawa, PUO.
- BELLONCLE G., (1985), *Participation paysanne et aménagements hydro-agricoles*, Paris, Karthala
- BOUKHARI, (2005), *Le développement humain durable ; Rabah*, INDH, GSM
- DEVEZE J.C., (1992), « Réflexions sur l'enjeu culturel du développement rural africain » - Notes et études N° 50 de la CCCE.
- DUFUMIER M., (1996), *Les projets de développement agricoles : un manuel d'expertise*, Paris, Karthala.
- ELONG G., (2005), *Organisations paysannes et construction des pouvoirs dans le Cameroun forestier*, Yaoundé, PUY.
- ELA J.M., (1982), *L'Afrique des villages*, Paris karthala
- GREFFE X., (2002), *Le développement local*, Paris, ed. L'Aube DATAR, Bibliothèque des territoires.
- LAMMARINK M.P., et WOLFERS, (1998), *approches participatives pour un développement durable*, Paris, Karthala
- MFOU'OU, (2002), *Les conflits liés à la terre en Afrique centrale et occidentale, villes, édition*
- PNUD= Programme des Nations Unis pour le Développement
- PRE M., (2001), « Développement rural et lutte contre la pauvreté » in *Equinoxe*, Bulletin d'information du service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France au Cameroun, N°21, p. 41
- REYNAUD D., (1989), *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*. Paris, Armand colin
- UWE WERBLOW, (2002), « Développement rural : Comment lier les aspects économiques et sociaux et environnementaux » dans *le courrier ACP-UE*, Bruxelles.

²⁴DUFUMIER M., (1996), *Les projets de développement agricoles : un manuel d'expertise*, Paris, Karthala, p.39

²⁵ ELONG G., (2005), *Organisations paysannes et construction des pouvoirs dans le Cameroun forestier*, Yaoundé, PUY.

²⁶ AROUNA P., et OUEDRAOGO, (1991), « Savoirs paysans et développement » in *Le bulletin de l'APAD*, N° 3, S/D de Georges Dupré, Paris, Karthala-ORSTOM.

YOMB J., (2006), *L'impact socioéconomique d'un projet de développement en milieu rural : Cas du projet AID (Aide aux Initiatives de Développement)*, mémoire de DEA, FLSH, Université de Douala

YOMB J., (2012), *La participation des collectifs dynamiques dans le développement rural*, Douala, FLSH, Université de Douala. Thèse de sociologie, Ph.D

Citation: Yomb Jacques. "Le Lien Social Dans le Développement Local et les Dispositifs de Participation en Milieu Rural Camerounais" *International Journal of Humanities Social Sciences and Education (IJHSSE)*, vol 9, no. 11, 2022, pp. 59-70. DOI: <https://doi.org/10.20431/2349-0381.0911008>.

Copyright: © 2022 Authors. This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited.